

LES RUMEURS DANS LE JEU POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Jules YANGANDA,

Enseignant chercheur à la Faculté des Lettres et
Sciences Humaines (FLSH) - Université de Bangui.

Email : yangandaj@yahoo.fr

Submitted: 2020-10-25

valued: 2021-03-20

validated: 2021-03-30

RESUME

Les périodes électorales et de crise en Centrafrique se caractérisent souvent par la prolifération de rumeurs et contre-rumeurs. Phénomène ancien, qui s'est amplifié avec l'avènement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), la rumeur devient une manière de mener la lutte politique en marge des mécanismes démocratiques classiques.

La présente étude décrit et analyse les manifestations de ce phénomène ainsi que son impact sur le fonctionnement du champ politique centrafricain.

Mots clés : Rumeur, contre-rumeur, riposte, champ politique, jeu politique, lutte politique, cible stratégique.

ABSTRAT

Election and crisis periods in the Central African Republic are often characterized by the proliferation of rumors and counter-rumors. An ancient phenomenon, which has grown with the advent of Information and Communication Technologies (ICTs), rumor becomes a way of carrying out the political struggle on the fringes of conventional democratic mechanisms.

The present study describes and analyzes the manifestations of this phenomenon as well as its impact on the functioning of the Central African political field.

Keywords : *Rumor, counter-rumor, response, political field, political game, political struggle, strategic target.*

Si cet article vous intéresse, vous pouvez le [télécharger gratuitement ici](#).

Introduction

La rumeur était l'un des moyens de transmission de nouvelles dans les sociétés anciennes. Avant l'apparition de l'écriture, elle véhiculait les récits, ternissait les réputations, annonçait les événements dramatiques, etc. L'avènement de la presse et des médias audiovisuels n'ont pas empêché la rumeur de continuer à se répandre dans le public. L'avènement de l'internet en général et des réseaux sociaux en particulier n'ont pas non plus éteint le phénomène, bien au contraire.

Inhérente à la vie politique, la rumeur prend une proportion encore plus considérable en période électorale où elle est distillée volontairement pour fragiliser l'adversaire. Dès lors, l'« agir rumoral » participe d'une stratégie de contournement des règles officielles de combat politique : créer et faire circuler une rumeur permet à l'acteur politique de jouer un coup dans le champ politique, tout en minimisant les risques de la prise de parole du fait du caractère anonyme et officieux de l'information (Julien Bonhomme, 2006 : 3).

En s'appuyant sur des exemples précis, cet article montre, d'une part, comment les acteurs politiques centrafricains font de la rumeur une arme de lutte pour la conquête et la conservation du pouvoir et, d'autre part, pointe les conséquences du phénomène sur certaines organisations partisans.

1. Essai de définition

Du latin *rumor*, qui signifie le « bruit qui court », la rumeur peut se définir comme une information « destinée à être crue, colportée de personne en personne, d'habitude par bouche-à-oreille sans qu'il existe de données concrètes permettant de témoigner de son existence » (Gordon Allport et Leo Postman, 1946). Elle peut également être définie comme « un récit anonyme présentant de multiples variantes, de forme brève, au contenu surprenant, raconté comme vrai et récent dans un milieu social dont il exprime de manière symbolique les peurs et les aspirations » (Jean-Bruno Renard, 1999 : 6). Dans tous les cas, la rumeur doit être perçue comme « l'émergence et la circulation dans le corps social d'informations soit non encore confirmées publiquement par les sources officielles, soit démenties par celles-ci » (Jean Noël Kapferer, 1987 : 25).

Cependant, la rumeur n'est pas seulement un message, une information non vérifiée ou incorrecte ; elle est aussi et surtout un canal de transmission d'une information (Jean Noël

Kapferer, 1987 : 10). C'est donc un média à travers lequel l'on transmet un message vers un public cible, pour un objectif souhaité.

Sous ce rapport, la rumeur est considérée ici comme une pratique sociale permettant à un acteur de contourner délibérément les règles normatives, écrites et non écrites, pour mener autrement le combat politique (Philippe Aldrin, 2005 : 7).

Assimilée aux ragots, aux commérages, aux radiotrottoirs, aux canulars, aux légendes urbaines ou contemporaines, aux *fakes news*, aux *infox*, aux *buzz*, aux « faux bruits » (François Ploux, 2003 : 1), aux « récits magiques et imaginaires » (Rémy Rieffe, 2002 : 54), etc., la rumeur se caractérise principalement par la négativité tant elle rapporte majoritairement des événements inquiétants ou dramatiques comme des agressions, des accidents, des menaces, des coups d'Etat, des attentats, des complots, des scandales financiers ou sexuels... D'où le qualificatif de « légende noire » que Michel-Louis Rouquette (1990) attribue au phénomène.

2. Approche stratégique du phénomène

Le développement des rumeurs pendant la seconde guerre mondiale et ses conséquences sur la population, ont été à l'origine des études menées par des chercheurs américains sur le phénomène.

De manière générale, ces premiers travaux ont été desservis par un paradigme psychopathologique : en tant que symptôme, les rumeurs traduisent une maladie de l'inconscient collectif, une pathologie de la communication sociale témoignant d'une angoisse face à une situation de crise, de dérèglement de l'ordre social ou de panique. Dans la lignée de cette « sociologie clinique des rumeurs », les travaux de Gordon Allport et de Leo Postman (1946) montrent, entre autres, que la rumeur fonctionne comme un mécanisme de « transfert d'agressivité » par lequel le corps social projette une « angoisse collective » sur l'élite politique ou sociale, l'administration, les communautés étrangères, etc.

Les rumeurs surgiraient donc lorsque, autour d'un événement, se rencontrent deux facteurs : l'ambiguïté (incapacité du corps social à interpréter la signification de l'événement) et l'implication qui s'explique par le haut degré d'intérêt des membres du corps social pour l'événement et son interprétation (Philippe Aldrin, 2003).

Le sociologue américain Tamotsu Shibutani (1966 : 127) se démarquera résolument de cette approche macrosociale et anomique pour inscrire ses travaux dans la perspective de la sociologie interactionniste. Pour ce dernier, la rumeur est une chaîne informelle et improvisée d'informations que les individus activent lorsque les canaux officiels et publics ne donnent pas d'informations (ou d'information satisfaisante) face à une situation événementielle qui l'exige. La rumeur serait donc la « mise en commun des ressources intellectuelles du groupe pour parvenir à une interprétation satisfaisante de l'événement » (Tamotsu Shibutani, 1966 : 137). Mieux, elle est perçue par l'auteur comme une action collective en vue de donner un sens à des faits inexplicables.

Ainsi, en colportant les faits et en les commentant, le groupe parvient à une ou plusieurs explications. L'évolution du contenu de la rumeur ne serait donc pas due aux distorsions de la mémoire mais à l'évolution et à l'apport des commentaires faits tout au long du processus de rumeur. De même, l'ampleur de la rumeur et la manière dont elle est reçue et commentée dépendent non seulement de l'importance qu'elle revêt aux yeux du public mais également de la capacité des centres autorisés d'informations (médias, responsables politiques, experts...) à satisfaire les attentes de la population en termes de nouvelles. L'argument de Tamotsu Shibutani se résume par la formule ci-après :

$$R = \text{Importance} \times \text{Ambiguïté}$$

Cette formule met en exergue une relation multiplicative : la rumeur ne se répand que si l'événement est à la fois important et entouré d'ambiguïté.

Mais toutes les rumeurs ne partent pas forcément d'un événement à expliquer : certaines créent littéralement l'événement (Jean Noël Kapferer, 1987 : 19). C'est le cas, par exemple, des rumeurs politiques en Centrafrique qui méritent d'être appréhendées sous l'angle de l'approche stratégique, celle inspirée des travaux de Jean Caritey (1980).

En insistant sur les jeux de la rumeur dans le champ politique, cette approche rompt avec l'exploration des fantasmes populaires pour décrire et examiner les ruses développées par l'acteur stratège : fabriquer des rumeurs, se cacher derrière l'anonymat pour diffamer l'adversaire politique dans le but de l'affaiblir, lancer un ballon d'essai dans l'espace public avant l'annonce d'une décision, etc.

Dans cette perspective théorique, nous avons questionné et élucidé les motivations de la prise de parole rumorale de certains acteurs sociaux que sont les professionnels de la

politique. Nous avons, plus prosaïquement, souligné l'intention du stratège en rumeurs qui se substitue à la crédulité du colporteur : la décision de divulguer une rumeur ne surgirait pas en quelque sorte de manière spontanée ; elle ne constitue rien d'autre qu'une stratégie spécifique, qu'un acteur adopte dans le but de fragiliser son adversaire pour en tirer profit.

3. Champ d'étude et méthode de collecte des données

Les rumeurs sont constamment répandues sur l'ensemble du territoire de la République Centrafricaine où elles naissent et se développent. Mais l'observation approfondie du phénomène s'est limitée principalement à Bangui. Par ailleurs, les impératifs de l'analyse nous ont amené à nous intéresser à la période de la transition démocratique inaugurée au début des années 1990.

Le choix de Bangui tient à deux raisons principales : cette ville est, au niveau de l'effervescence politique et de la démographie, la plus importante de la République Centrafricaine en raison notamment de la diversité ethnique de sa population et des enjeux de pouvoir politique (Bangui est la capitale politique) ; elle représente donc, sur le plan politique, un enjeu important pour les organisations partisans en compétition.

La lecture des articles de presse, l'observation des campagnes électorales et le suivi des émissions diffusées par les médias audiovisuels ont été nos principales sources d'inspiration. Nos données ont été complétées par des entretiens informels avec certains leaders et militants des partis politiques.

4. Genèse et évolution du phénomène

Même s'il nous semble difficile de situer dans le temps la genèse du phénomène des rumeurs dans le champ politique centrafricain, il n'est pas exclu qu'elle ait existé pendant les élections pluralistes organisées avant l'indépendance.

Les rumeurs comme arme de combat politique sont devenues prégnantes au début des années 1990, marquées par la restauration du multipartisme en Centrafrique. Pendant cette période, le déroulement de la campagne électorale montre comment, à travers les médias traditionnels (radio, télévision, presse écrite) et des affichettes, certains candidats recouraient fréquemment aux rumeurs dans l'intention de déstabiliser leurs adversaires politiques.

Le phénomène devient encore plus préoccupant avec l'avènement de l'internet transformé par ses utilisateurs en un véritable instrument de lutte politique.

5. Rumeur comme arme politique

Le champ politique est un champ d'activité sociale hautement concurrentiel (Pierre Bourdieu, 1981). Il s'agit d'un milieu à part, où l'ambition et la concurrence poussent à la duplicité (Philippe Aldrin, 2010). De ce fait, les rumeurs qui y naissent ne sont jamais le fruit du hasard, elles participent de la volonté d'un acteur ou d'un groupe d'acteurs d'agir sur l'opinion publique pour en tirer un gain politique. Le pouvoir exécutif est lui-même soupçonné d'alimenter ce phénomène pour dépasser des contraintes immédiates (Cornelis Nlandu-Tsasa, 1997 : 3).

Il n'y a donc pas de politique sans rumeurs (Jean-Noël Kapferer, 1987 : 246). Bien plus, la politique est particulièrement « rumogène », ainsi que notent Emmanuelle Anizon et Erwan Desplanques (2011). Car la rumeur est en quelque sorte le contre-pouvoir, c'est une parole en marge de la parole officielle (Adeline Michel et *al.* 2004 : 24).

La campagne présidentielle et les périodes de crise en Centrafrique fournissent une multitude d'exemples de cet usage politique des rumeurs, où l'on voit des acteurs politiques s'en prendre ingénieusement aux adversaires.

5.1. Les candidats aux élections présidentielles, des cibles stratégiques

Pendant les compétitions politiques, on note toujours un regain de rumeurs fabriquées pour le besoin de la cause. Comme le facteur personnel joue souvent un rôle décisif en cette période très agitée, les candidats sont la cible parfaite pour les rumeurs sur des thématiques touchant souvent à leur santé ou à leurs mœurs.

En 1993, alors que la campagne présidentielle bat son plein, l'équipe du Pr Abel Goumba faisait courir les rumeurs selon lesquelles le candidat Ange-Félix Patassé aurait pactisé avec des milieux mafieux étrangers pour déstabiliser voire balkaniser le Centrafrique¹. On attribuait également au candidat du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

¹ Parmi les faits majeurs qui ont ponctué la campagne électorale en 1993, on peut retenir la diffusion d'un film obtenu grâce à M. Nestor Kombo-Naguemon, précédemment ambassadeur de la République Centrafricaine en Allemagne et président du Parti Libéral Démocrate (PLD). Ce film faisait état des accointances d'Ange-Félix Patassé avec des milieux mafieux étrangers pour organiser un coup d'Etat et/ou créer la « république de Logone » dans la partie septentrionale du pays.

(MLPC) un projet funeste, celui visant la « purification des ethnies *Ngbaka* et *Yakoma* »². Dans cette foulée, les portraits de Patassé assortis de la croix gammée étaient mis en circulation pour attirer l'attention des électeurs sur la nécessité du bon choix. Parallèlement, le candidat de la Concertation des Forces Démocratiques (CFD)³, Abel Goumba, était présenté par les partisans de Patassé comme celui qui se protégeait la main d'un mouchoir pour saluer ses concitoyens. Une manière d'associer l'image de l'homme à celle d'un politique arrogant et méprisant.

Lors des présidentielles de 2015-2016, les rumeurs propagées par des militants de l'ancien président François Bozizé faisaient état de ce que l'autre candidat du MLPC, Martin Ziguélé, serait le principal géniteur, sinon la tête pensante de la coalition *Séléka*⁴, ce mouvement rebelle qui a commis et continuent de commettre de nombreuses exactions en République Centrafricaine.

Dans cette volonté de brouiller l'image de l'adversaire, l'acteur politique cherche souvent à procurer à la rumeur un écho médiatique. Le candidat déclaré au scrutin présidentiel de 2020-2021, Anicet Georges Dologuélé, en a appris à ses dépens lorsque dans sa parution du 23 janvier 2020, le quotidien *Adrenaline Info* a indiqué que « le président fondateur de l'Union pour le Renouveau Centrafricain (URCA) n'a plus envie d'aller aux élections ». Cette rumeur qui a été reprise plusieurs fois sur les réseaux sociaux et commentée par certains journaux de la place, sera récusée par le conseiller en communication stratégique de l'URCA, Christian Gazam Betty, qui n'a pas manqué de qualifier l'article incriminé de « mensonger ».

Comme on le voit, en période électorale, les professionnels de la politique sont par vocation, si l'on peut dire, confrontés aux rumeurs, à la diffusion d'informations clandestines. Il s'agit d'une technique inscrite dans un répertoire plus vaste de manipulation, tendant à discréditer voire affaiblir l'adversaire.

² Sur une affiche confectionnée par les partisans du Pr Abel Goumba, on pouvait lire : « Cet homme (Patassé) est dangereux, il est pour la purification des ethnies *Ngbaka* et *Yakoma* ».

³ Créée au début des années 1990, la CFD regroupait la majorité des partis politiques de l'opposition, Associations et groupements divers les plus représentatifs du pays.

⁴ La *Seleka* (« Alliance » en *sango*), aussi orthographiée *Séléka*, est une coalition à coloration musulmane constituée en août 2012 de plusieurs groupes rebelles qui avaient pour but de chasser du pouvoir le président centrafricain François Bozizé, ce qu'elle fera le 24 mars 2013. Elle est ensuite officiellement dissoute en septembre 2013 mais continue de contrôler une grande partie du territoire national.

5.2. La riposte à la rumeur

Le travail perpétuel de préservation de la réputation publique d'un acteur du monde politique pousse celui-ci à déconstruire les rumeurs lancées contre lui. Les techniques, les moyens et l'énergie mobilisés dans ce combat sans merci montrent à quel point, compétiteurs et organisations politiques prennent très au sérieux le danger potentiel que représente le phénomène rumorale. Cette attention particulière accordée aux rumeurs se fonde sur au moins deux présuppositions implicites : d'une part, l'idée largement partagée par la population selon laquelle Bangui est « une ville des rumeurs qui finissent toujours par se confirmer » ; d'autre part, la crainte que les rumeurs ternissent l'image de ceux qu'elles prennent pour cible et influencent en conséquence l'opinion publique.

Dans une conférence de presse organisée le 13 mai 2015, Martin Ziguélé a balayé d'un revers de main les accusations d'intelligence avec la *Seleka* qu'il qualifie de « gros mensonge » avant de s'adresser à leurs auteurs en ces termes :

La République Centrafricaine, notre pays, est un Etat de droit où la présomption d'innocence est un principe cardinal du droit constitutionnel. On ne peut accuser une personne et demander à cette même personne de prouver son innocence ; il est question d'en apporter la preuve. Je voudrais dire ici que depuis mars 2003 où nous étions réfugiés en France jusqu'au moment où je vous parle, je ne me suis jamais assis avec un individu, soit-il Centrafricain, Africain ou étranger, pour nous entendre afin de venir déstabiliser notre pays. Je ne l'ai jamais fait, ni ici ni ailleurs⁵.

Il s'agit là d'une tentative de désamorcer l'attaque et de la retourner contre l'autre camp, celui des colporteurs des rumeurs.

Cité dans cette même affaire de soutien à la *Seleka*, le leader du Parti Africain pour la Transformation Radicale et l'Intégration des Etats (PATRIE), Crépin Mboli-Goumba (2018 : 191), a choisi de répondre à ses adversaires dans son ouvrage *La nation centrafricaine et les récifs* où il se fait passer pour un « coupable désigné (...), la tête de Turc » des gens « peu cultivés », des « mythomanes capables d'inventer un monde imaginaire et vous y faire jouer un rôle à leur convenance ».

⁵ Déclaration faite en marge du forum de Bangui. Organisées du 4 au 11 mai 2015, ces assises avaient pour objectif de créer la dynamique nécessaire à l'aboutissement du processus de paix et de réconciliation nationale en RCA, offrant l'occasion à toutes les composantes de la vie sociopolitique, culturelle et confessionnelle d'échanger et de faire des recommandations sur différentes thématiques : Justice et Réconciliation, Gouvernance, Paix et sécurité et Développement économique et social.

La campagne présidentielle de 2020-2021 n'a pas encore commencé que le général François Bozizé, candidat potentiel du parti travailliste KNK⁶, dénonce les rumeurs de coup d'Etat dont il est victime :

Y'a-t-il des preuves ? Non, c'est toujours des rumeurs. Nous allons vers les élections, c'est le combat politique qui a commencé de manière habile. Il faut éliminer celui qui peut vous embêter, qui peut créer l'obstacle à votre avenir⁷.

Souvent, la réaction de l'acteur politique à la rumeur dont il est victime se fait au coup par coup, comme pour ne pas laisser la chance à l'adversaire de prendre le dessus. L'exemple le plus emblématique est ce bras de fer dans lequel les accusations non fondées de l'opposition rivalisent avec celles du pouvoir. Entre avril et mai 2017, trois partis politiques quittent la majorité présidentielle après avoir accusé le pouvoir d'être de « connivence avec les groupes armés », *Seleka* et *Anti-balaka*⁸. En riposte, le 18 mai de la même année, le comité de soutien au président de la république, Faustin Archange Touadera, pointe la supposée responsabilité des leaders de ces formations politiques dans la montée de l'insécurité observée au Sud et à l'Est du pays.

Mais, de plus en plus, les rumeurs quittent l'espace public traditionnel pour le monde virtuel où elles se propagent désormais à une vitesse sans précédent. Précisons qu'avant l'apparition des arènes électroniques en République Centrafricaine, la production de l'information se faisait à travers des canaux connus et maîtrisés par les acteurs des champs politique et médiatique. Chacun, journaliste et acteur politique, connaissait le rôle de l'autre : conférence de presse, point de presse, communiqué de presse, droit de réponse, respect du « off », protection des sources d'information... Dans les années 1990, les rumeurs étaient cantonnées à la page 7 du quotidien *Le Citoyen* sous la rubrique

⁶ KNK est l'abréviation du terme *Kwa Na Kwa* en *sahngo* qui signifie « le travail rien que le travail ».

⁷ Déclaration faite lors d'une conférence de presse qu'il a animée le 27 avril 2020 au siège de son parti à Bangui.

⁸ Le sens du terme *anti-balaka* est controversé. *Balaka* signifie machette en langue nationale, le *sango*. La dénomination *anti-balaka* qui est la plus largement admise est « antimachette » (assertion qui n'a pu être vérifiée). Parallèlement, nous avons l'étymologie antidote ou anti « balles AK ». Cette dernière étymologie est cohérente avec les pratiques de protections talismaniques qui auraient rendu les combattants invulnérables aux balles des kalachnikovs AK 47. Rappelons que le mouvement *anti-balaka* s'est historiquement constitué dès les années 1990 comme un ensemble de groupes d'auto-défense assurant la répression contre le pillage des nomades auteurs de razzias et des coupeurs de routes dans les régions rurales de l'Ouest de la République Centrafricaine. Mais en 2013, le terme *anti-balaka* est attribué à toutes les milices constituées pour la plupart de chrétiens et animistes, se présentant comme des groupes d'auto-défense organisés contre la coalition *Séléka* au pouvoir.

dénommée « Ne le dites à personne »⁹. Dans d'autres journaux de la place, des expressions ambigües telles que « selon certaines sources », « selon certaines indiscretions », « des sources concordantes », « des sources dignes de foi », « des sources proches du dossier », etc. étaient fréquemment utilisées pour dissimuler l'origine d'une information et faire passer une rumeur.

Cependant, avec l'avènement de l'internet, « devenu un terrain particulièrement favorable à l'apparition des rumeurs » (Catherine Falcoz, 2020), le champ de production de l'information a subi une profonde mutation en Centrafrique. Depuis lors, n'importe quel citoyen peut publier en ligne des rumeurs sur les adversaires de son leader politique. En outre, la rumeur elle-même a changé : elle ne subit plus des altérations comme ce fut le cas du « téléphone arabe » ou du *Kongosa*¹⁰.

Désormais, militants et sympathisants des formations politiques inondent la toile et y travaillent à la fois en « attaquants politiques » et en veilleurs stratégiques, surveillent l'image médiatique de leurs leaders, préparent les ripostes en fouillant dans les « poubelles des adversaires », pour reprendre l'expression de Philippe Aldrin (2005 : 11). C'est ainsi que le photomontage montrant supposément l'ancien président François Bozizé de retour d'exil¹¹ s'agenouiller devant son successeur Faustin Archange Touadera « pour lui demander pardon », a été méthodiquement démenti par certains sites internet dont *Le Tsunami.net*, proche de l'opposition. Le journal en ligne souligne la « mauvaise qualité de la photo manipulée » avant de recommander aux internautes de se référer à la photo originale publiée sur le site *Zimbio*.

Ce travail de veille stratégique conduit à la création tous azimuts de comptes *facebook* par des militants et sympathisants des organisations politiques. L'une des particularités de ces réseaux sociaux, c'est d'être des lieux de production en masse de rumeurs destinées à brouiller l'image de l'adversaire.

⁹ Cette rubrique avait la particularité de mettre sur la place publique des rumeurs sur les hommes politiques. Par exemple, dans sa parution du 7 avril 1998, *Le Citoyen* a mentionné que le leader de l'opposition, Abel Goumba, avec l'appui de Koffi Annan (à l'époque Secrétaire Général des Nations Unies), se serait rendu à Paris pour négocier sa nomination comme premier ministre.

¹⁰ Le *kongosa* (parfois orthographié *congosa*) est un terme d'origine camerounaise. Il est utilisé aussi en Centrafrique, au Nigeria, au Gabon, dans les deux Congo et en Côte d'Ivoire. Que ce soit en français, en anglais ou en *pidgin*, il désigne les rumeurs publiques, le bouche-à-oreille et les commérages de quartier.

¹¹ Mercredi 22 janvier 2020, l'ancien président centrafricain François Bozizé de retour en Centrafrique après six années d'exil à Kampala, a rencontré, au Palais de la Renaissance à Bangui, le Chef de l'État, Faustin-professeur Archange Touadéra.

6. Brouillage de l'image ou le prix à payer par les formations politiques

Telle une pandémie, la rumeur se propage en ignorant les frontières. Elle profite de l'émotion qu'elle suscite pour brouiller, voire abimer l'image de sa victime. Même si nous ne disposons pas des données quantifiables sur les effets des rumeurs politiques en Centrafrique, il n'est pas superflu de reconnaître que le phénomène a toujours une influence réelle sur l'opinion publique.

Toutefois, retenons que certaines rumeurs peuvent être inoffensives si elles sont contrecarrées rapidement et efficacement ou encore si elles ne représentent aucun enjeu important pour la population. Ce fut le cas des rumeurs de la demande du retrait des troupes onusiennes par la France aussitôt démenties par le Gouvernement à travers des interviews largement diffusées sur les ondes nationales¹². Ce fut également le cas des rumeurs de la contamination au covid-19 du couple présidentiel qui a inondé la toile en mars 2020 avant de s'éteindre d'elles-mêmes.

Par contre, en générant et en exacerbant colère et émotion, d'autres rumeurs peuvent impacter négativement et durablement la perception qu'ont les électeurs d'une formation politique ou d'un candidat aux élections présidentielles. Selon Martin Ziguélé, la « campagne de dénigrement et de désinformation » dont son parti a été l'objet lui a fait perdre les élections présidentielles de 2015-2016 dès le premier tour¹³. L'image du MLPC était d'autant plus ternie qu'il était « montré du doigt comme une association de malfaiteurs », ses militants « pourchassés en province, au point où certains (...) n'osaient même pas battre campagne »¹⁴.

On voit donc bien à travers cet exemple combien la rumeur est un phénomène socialement influent tant elle a la capacité d'agir sur les opinions, les croyances et les comportements des individus, ternir l'image de marque d'une formation politique, etc.

7. Rumeur, une trame de la vie politique centrafricaine

¹² Le 06 novembre 2018, le gouvernement centrafricain a porté un démenti à propos des informations qui circulaient dans Bangui selon lesquelles Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, aurait menacé les autorités centrafricaines de faire partir la Russie sinon la France demanderait le retrait des troupes de la MINUSCA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine) de la RCA en faveur du retour des soldats français de l'opération *Sangaris*.

¹³ Une première dans l'histoire du MLPC qui, excepté les scrutins de 2011 (où ses voix étaient partagées entre Martin Ziguélé et l'indépendant Ange-Félix Patassé), a toujours été au second tour des élections présidentielles organisées depuis 1993 en Centrafrique.

¹⁴ Discours de Martin Ziguélé lors de la cérémonie d'ouverture du 4^{ème} congrès ordinaire du MLPC tenu du 2 au 5 mars 2020 à Bangui.

Il ressort de tout ce qui précède que la trame de la vie politique centrafricaine est aussi faite de rumeurs. Celles-ci prennent généralement une proportion plus importante pendant les élections présidentielles où elles sont utilisées comme une arme de déstabilisation de l'adversaire. En cette période de compétition politique, s'en prendre à l'image d'un candidat devient une stratégie très prisée par les aspirants aux postes électifs.

Par ailleurs, même si les rumeurs ventilées dans le champ politique centrafricain constituent un instrument de stigmatisation, il n'en demeure pas moins vrai qu'elles s'inscrivent dans un répertoire des coups que les acteurs politiques se donnent en marge des cadres juridiques, des règles du bien-dire et des « bonnes mœurs » qui, selon Alain Garrigou (2003), doivent s'imposer aux leaders politiques en général et aux élus du peuple en particulier.

Quelles soient diffusées à travers les médias traditionnels, le tract anonyme, l'internet, les supports de campagne électorale, les confidences aux journalistes, le bouche-à-oreille, etc., ces rumeurs appartiennent en effet à ce que Frederick Bailey (1971 : 12) qualifie de règles pragmatiques et officieuses de la compétition politique. Il s'agit notamment des stratégies permettant à l'acteur politique centrafricain, dont l'identité n'est pas souvent révélée, de contourner les contraintes imposées par les règles formelles de compétition politique pour s'attaquer indirectement à l'adversaire.

Autrement dit, les canaux formels de l'information et de la lutte politique ne suffisent toujours pas pour affronter l'adversaire et bien l'affaiblir politiquement. L'usage de la rumeur apporte une plus-value non négligeable aux combats que se livrent au quotidien les compétiteurs politiques centrafricains. Car forte de son anonymat, la rumeur facilite la diffusion de fausses informations dans l'espace public avec une parfaite impunité.

Au demeurant, la manipulation de la rumeur par les acteurs politiques centrafricains nous renseigne sur l'état d'esprit de ceux-ci et leur perception du champ dans lequel ils évoluent.

Conclusion

L'étude de l'usage de la rumeur par les acteurs du champ politique centrafricain permet de comprendre qu'en démocratie, la lutte pour la conquête et la conservation du pouvoir s'opère également en marge des règles du jeu officiellement admises. Elle permet ainsi

de rendre compte des mécanismes de diffusion de la rumeur politique et de l'extrême variabilité de celle-ci en période électorale et de crise.

Il ressort également de cette étude que la rumeur, contrairement à ce que pensent certains auteurs à l'image de Vincent-Véronique Campion et Jean-Bruno Renard (1998), n'est pas qu'une simple légende urbaine, et encore moins une réaction symptomatique du groupe à une situation de crise. Elle est une véritable arme de combat utilisée à dessein contre l'adversaire dans le but de le « tuer » politiquement.

Les ressources que les acteurs et organisations politiques centrafricains mobilisent pour faire circuler ou combattre le phénomène rumoral témoignent de l'influence que celui-ci exercent réellement sur l'opinion publique.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDRIN Philippe, 2003, « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Cairn.info*, n°50, pp. 126-141.
- ALDRIN Philippe, 2005, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF, 289 p.
- ALDRIN Philippe, 2010, « L'impensé social des rumeurs politiques : Sur l'approche dominocentrique du phénomène et son dépassement », *Les langages du politique*, n°92, pp. 23-40.
- ALLPORT Gordon et POSTMAN Leo, 1946, « An Analysis of Rumor », *Public Opinion Quarterly*, n°10, pp.501-517.
- ANIZON Emmanuelle et DESPLANQUES Erwan, 2011, « Le phénomène des rumeurs en politique », <https://www.telerama.fr/> , dernière consultation : 17 juin 2020 à 10 heures 30 minutes.
- BAILEY Frederik, 1971, *Les règles du jeu politique. Etude anthropologique*, Paris, PUF, 254 p.
- BONHOMME Julien, 2006, « Philippe Aldrin, *Sociologie politique des rumeurs* », <http://journals.openedition.org/> , dernière consultation : 17 juin 2020 à 11 heures 04 minutes.
- BOURDIEU Pierre, 1981, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 36-37, pp. 3-24.
- CAMPION Vincent-Véronique et RENARD Jean-Bruno, 1998, *Légendes urbaines : Rumeurs d'aujourd'hui*, Paris, Payot, 436 p.
- CARITEY Jean, 1980, « Rumeur et politique », *La Revue administrative*, n°195, pp. 250-252.

- FALCOZ Catherine, « La rumeur, une communication à contre-pied », <http://surmars.be/> , dernière consultation : 17 juin 2020, à 09 heures 10 minutes.
- GARRIGOU Alain, 2003, « Les mœurs politiques : maîtriser les passions », in *La politisation*, Jacques LAGROYE, Paris, Belin, pp. 9-29.
- KAPFERER Jean Noël, 1987, *Rumeurs. Les plus vieux médias du monde*, Paris, Seuil, 321 p.
- LAZARE Judith, 1993, « Les médias et les rumeurs en temps de crise : analyse de divers discours sur le sida », *Persée*, Vol. 4, n°1, pp. 128-146.
- MBOLI-GOUMBA Crépin, 2018, *La nation centrafricaine et les récifs*, Paris, L'Harmattan, 138 p
- MICHEL Adeline, et al., 2004, *Les rumeurs en tant que phénomène d'influence sociale*, Lyon, Dossier de psychologie sociale, 66 p.
- MORIN Edgar, 1982, *La rumeur d'Orléans*, Paris, Seuil, 252 p
- NLANDU-TSASA Cornelis, 1997, *La Rumeur au Zaïre de Mobutu : radio-trottoir à Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 175 p.
- PLOUX François, 2003, *De bouche-à-oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 289 p.
- RENARD Jean Bruno, 1999, *Rumeurs et légendes urbaines*, Paris, PUF, 128 p.
- RIEFFE Rémy, 2002, *Sociologie des Médias*, Paris, Ellipses, 167 p.
- ROUQUETTE Jean-Louis, 1990, « Le syndrome de la rumeur », *Communication*, vol. 52, n° 1, pp. 119-123.
- SHIBUTANI Tamotsu, 1966, *Improvised News: A sociological Study of Rumor*, New York, Robbs-Merril, 262 p.